

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG Midi-Pyrénées

1038, avenue des Terres Noires
BP 17
81370 Saint-Sulpice-La-Pointe

Références : 81-CRARC-2026-11
Code AIOT : 0006802620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement BRENNTAG Midi-Pyrénées implanté 1038, avenue des Terres Noires BP 17 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection porte sur le respect de l'échéance du 30 septembre 2025 figurant dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2024 concernant la mise en place d'une nouvelle première mesure de maîtrise des risques (MMR) sur les cuves d'acides et d'alcali lors des opérations de dépotage. Cette échéance a été repoussée au 2 février 2026 suite à l'inspection du 19 novembre 2025.

Par ailleurs, il a été abordé avec l'exploitant :

- le positionnement des canons à mousse destinés à couvrir un incendie au niveau de la zone de dépotage des solvants inflammables, faisant suite aux constats relevés lors de l'inspection du 2 octobre 2024 ;
- le confinement des eaux d'extinction incendie de la zone de stockage extérieure des solvants en emballages conditionnés, dont l'échéance réglementaire de mise en conformité est fixée au 1er janvier 2027 conformément aux dispositions du point II de l'annexe IX introduites par le III.C de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG Midi-Pyrénées
- 1038, avenue des Terres Noires BP 17 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006802620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

BRENNTAG France est une filiale du Groupe BRENNTAG, spécialisé sur le marché mondial de la distribution de produits chimiques. Le siège social de la société BRENNTAG S.A. est situé à Chassieu en région lyonnaise. Cette société dispose de nombreux établissements secondaires (dépôts) répartis sur l'ensemble du territoire national, parmi lesquels on compte 8 Seveso seuil haut et 5 Seveso seuil bas.

Les installations de stockage et de conditionnement de produits chimiques exploitées par la société BRENNTAG S.A. sont implantées sur un terrain d'une superficie de 2 ha environ, situé dans la zone industrielle des Terres Noires sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe. Les produits stockés relèvent de trois grandes familles : chimie minérale (acides, bases), solvants organiques inflammables, glycols. L'établissement procède à la réception, au stockage, éventuellement au reconditionnement et au transport des produits à destination de ses clients. Le site est organisé en différentes zones, en fonction de la nature des produits stockés :

- une zone de stockage en réservoirs enterrés et de conditionnement de solvants inflammables ;
- une zone de stockage et conditionnement des glycols ;
- une zone de stockage et conditionnement de produits corrosifs acides ou basiques ;
- un entrepôt comportant une zone de stockage de produits alimentaires et de produits solides inertes, ainsi que des produits corrosifs acides ou basiques ;
- deux cellules de stockage de produits toxiques et très toxiques ;
- une cellule de stockage de produits comburants et de peroxydes.

Ce site industriel est soumis à autorisation au regard de la nomenclature des installations classées et relève du statut Seveso seuil haut. L'exploitation du site a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2001 complété par les arrêtés complémentaires du 20 juin 2007, 2 avril 2015, 4 juillet 2017, 28 juin 2018, 13 août 2018, 24 avril 2020, 22 mai 2023, 23 avril 2024 et 5 novembre 2024.

Avant la modification de la nomenclature par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 prenant en compte la directive Seveso III et créant les rubriques 4xxx, le site était classé Seveso seuil bas en raison du stockage de substances très toxiques (en particulier solides : rubrique 1111.1). Depuis, ce

site relève du statut Seveso seuil haut, par application de la règle de cumul seuil haut pour les substances ou mélanges dangereux présentant des mentions de danger pour l'environnement (Sc). L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2017 est venu acter cette situation.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Deux sujets supplémentaires ont été abordés lors de l'inspection, pour lesquels des éléments de

réponse sont attendus de la part de l'exploitant, à savoir :

1) Canons à mousse bas-foisonnement :

Le nouveau positionnement des canons à mousse bas-foisonnement, destinés à couvrir un incendie au niveau de la zone de dépotage des solvants inflammables a fait l'objet d'une note technique de l'exploitant. Cette note technique a été présentée par l'exploitant lors de l'inspection. Il convient de la compléter par un plan de situation permettant de visualiser l'implantation des canons à mousse par rapport aux flux thermiques générés par l'incendie (demande déjà formulée suite aux constats relevés lors de l'inspection du 2 octobre 2024).

2) Confinement des eaux d'extinction incendie

Le confinement des eaux d'extinction incendie de la zone de stockage extérieure des solvants en emballages conditionnés a fait l'objet d'un projet de note technique référencé NOT251219-révB, transmis à l'inspection par courrier électronique en date du 31 décembre 2025. A ce titre, l'exploitant a prévu la mise en place d'une cuve enterrée déportée d'un volume de 150 m³. L'analyse de cette note a fait l'objet d'une demande de complément de l'inspection, par courrier électronique en date du 22 janvier 2026 afin de disposer :

- du repérage des différentes positions des clapets d'ouverture/fermeture de la vanne 3 voies qui seront matérialisées sur le dépôt de manière durable ;
- de la quantité maximale (en tonnes et en m³) de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 - mention de danger H225 - qui sera stockée en contenants fusibles de type récipients mobiles. Cette information est indispensable puisqu'elle conditionne, en partie, le volume de la cuve enterrée ;
- des éléments justifiant le volume d'eau d'extinction incendie nécessaire. Ce volume sera déterminé au regard de la stratégie de lutte contre l'incendie prévue par les dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié. Il conditionne, en partie, le volume de la cuve enterrée.

Sur ces sujets, des éléments de réponse sont attendus au plus tard pour le 30 avril 2026 de la part de l'exploitant (notes techniques finalisées et signées, mise à jour de l'étude de dangers et du POI si nécessaire) afin, notamment, d'engager rapidement les travaux en vue du confinement des eaux d'extinction incendie de la zone de stockage extérieure des solvants en emballages conditionnés dont l'échéance réglementaire de mise en conformité est fixée au 1er janvier 2027.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Liste des	Arrêté Ministériel	Avec suites, Demande	Demande d'action	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	substances recherchées et milieux associés	du 26/05/2014, article 5	de justificatif à l'exploitant	corrective	
3	Mesures de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 05/11/2024, article 1er	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette inspection, l'exploitant doit :

- mettre à jour et transmettre le plan de prélèvements environnementaux ;
- préciser les actions correctives mises en œuvre pour bloquer le verrou informatique "disponibilité/maintenance" de la barrière technique workflow et interrompre l'opération de dépotage en cas de panne sur le système de niveaumétrie centrale ;
- transmettre les notes techniques BRENNTAG permettant de répondre aux constats non bloquants relevés par l'INERIS sur la barrière technique workflow et de confirmer que cette dernière peut être valorisée en tant que MMR technique ;
- justifier le niveau de confiance 2 attribué par BRENNTAG sur la barrière technique workflow ;
- mettre à jour et transmettre l'étude de dangers autoportante du site avant le 30 avril 2026.

Des éléments de réponse sont également attendus de la part de l'exploitant sur deux sujets supplémentaires abordés lors de l'inspection (cf. partie 2.2 ci-dessus du présent rapport).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2026
Prescription contrôlée : <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
Constats : <p>Suite à la précédente inspection, réalisée le 19 novembre 2025, il avait été demandé à l'exploitant de procéder à une mise à jour du plan d'organisation interne (POI) suite à des modifications au niveau des moyens d'extinction en cas d'incendie sur l'aire de dépotage des liquides inflammables.</p> <p>Le jour de l'inspection, objet du présent rapport, l'exploitant a remis une version papier du POI mis à jour (version n°8 en date du 5 janvier 2026). Cette version n°8 du POI est également disponible sur le site.</p> <p>Une version numérique du POI a été adressée à l'inspection le 18 février 2026 par messagerie électronique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2026
Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- [...]

Constats :

Rappel des faits :

Lors de l'inspection du 19 novembre 2025, il avait été demandé à l'exploitant d'affiner son plan de prélèvements environnementaux pour la matrice «eau» afin de :

- définir les points de prélèvements ;
- justifier la pertinence des polluants à rechercher (pH, MES, DCO, DBO5, azote total, chlorures, phosphore, HCT, AOX, COHV, métaux, HAP, dioxines/furannes/PCB).

Par ailleurs, il avait été signalé que les numéros de téléphone de la DREAL Occitanie renseignés en page 11/34 du plan de prélèvements environnementaux étaient erronés et qu'il convenait de les mettre jour.

Réponse de l'exploitant :

Le plan de prélèvements en date du 7 janvier 2026, transmis par l'exploitant, précise l'emplacement du point de prélèvement dans les eaux d'extinction d'incendie. Pour le reste, aucune modification ou complément n'a été apporté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 15 jours, l'exploitant affinera son plan de prélèvements environnementaux afin de :

- définir les points de prélèvements dans les eaux superficielles et les positionner sur l'annexe 4-4 ;
- justifier la pertinence des polluants à rechercher pour la matrice «eau», notamment pour les COHV (22 substances recensées) et les HAP (16 substances recensées) ;
- mettre à jour le numéro de téléphone (p 10/34) de la DREAL (n° de l'astreinte - voir annexe confidentielle du présent rapport).

Le plan de prélèvements environnementaux mis à jour sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/11/2024, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le délai de mise en place de la première mesure de maîtrise des risques pour les transferts vers les cuves d'acide et d'alcali sur le site de BRENNTAG Midi-Pyrénées à Saint-Sulpice-la-Pointe, fixé par les dispositions de l'article 8.5.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 août 2018 est prorogé jusqu'au 30 septembre 2025.</p> <p><i>Extrait des dispositions de l'article 8.5.4 :</i> <i>L'exploitant met en œuvre des mesures de maîtrise des risques techniques lors des transferts de produits dans les cuves d'hypochlorite de sodium ainsi que dans les cuves d'acides (chlorhydrique, sulfurique, nitrique, formique, acétique, phosphorique) et d'alcali, permettant la détection précoce de la formation d'un mélange incompatible et l'arrêt automatique du dépotage.</i> <i>[...]</i> <i>Deux mesures de maîtrise des risques techniques, distinctes et indépendantes, sont mises en place pour le transfert de produits vers les cuves d'acides et d'alcali.</i> <i>[...]</i> <i>Les prescriptions du présent article sont mises en œuvre selon l'échéancier suivant :</i> <i>[...]</i> <i>- mise en place d'une première mesure de maîtrise des risques pour les transferts vers les cuves d'acide et d'alcali sous 6 mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral [NDLR : prorogé jusqu'au 30 septembre 2025] ;</i> <i>[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des faits :</u> Lors de l'inspection du 19 novembre 2025, il avait été constaté que la première mesure de maîtrise des risques, appelée barrière de sécurité de type "Workflow", à mettre en place afin d'éviter des mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage de produits vers les cuves d'acide et d'alcali, n'avait pas été installée. Le planning prévisionnel des travaux remis alors par l'exploitant prévoyait une date d'installation et de mise en service de cette MMR à partir du 2 février 2026. Par ailleurs, il avait également été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none">• lever les constats non bloquants relevés par l'INERIS dans la note Ineris-232814-2842144-v1.0 du 3 octobre 2025, préalablement à l'installation de la barrière technique workflow ;

- justifier que cette barrière technique workflow pouvait être valorisée en tant que MMR technique au regard des exigences réglementaires figurant à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- mettre à jour l'étude de dangers du site et, notamment, l'annexe 16 relative aux diagrammes papillon des phénomènes dangereux DISP-CL2-A et DISP-CL2-B.

Constatations réalisées lors de l'inspection du 17 février 2026 et réponse de l'exploitant :

La barrière de sécurité de type "Workflow" est installée sur le site de Saint-Sulpice-la-pointe - elle porte sur l'ensemble des opérations de dépotage de la chimie minérale (cuves d'acide et de base). Selon les propos de l'exploitant, elle est opérationnelle depuis le jeudi 12 février 2026. L'inspection a procédé à une vérification, étape par étape, des différents verrous constituant cette séquence de tâches conçue pour éviter un mélange entre deux produits incompatibles. Sur le plan technique, l'inspection a :

- relevé une panne sur le système de niveaumétrie centrale permettant de connaître le volume disponible dans les cuves de la chimie minérale. Cette panne a entraîné une absence de remontée d'information vers le système d'exploitation informatique du "workflow", qui aurait dû activer le verrou "disponibilité/maintenance" et interrompre l'opération de dépotage, ce qui n'a pas été le cas ;
- constaté que la prise d'échantillon du produit contenu dans la citerne de la semi-remorque en attente de dépotage était réalisée au niveau de zone de dépotage. Cette situation n'est pas conforme au regard du constat non bloquant n° 3 relevé par l'INERIS, à savoir *"La zone d'échantillonnage ne doit pas être la zone de dépotage. L'accès à la zone de dépotage est conditionné à la validation de l'analyse de l'échantillon."*

Sur la plan administratif, l'exploitant a présenté deux projets de note technique visant à :

- d'une part, répondre aux constats non bloquants de l'INERIS (ces constats sont repris en annexe confidentielle). Cependant, ce premier projet de note n'apporte pas d'éléments de réponse aux constats non bloquants n° 2 (maintenance) et 3 (échantillonnage) ;
- d'autre part, justifier que cette barrière technique workflow peut être valorisée en tant que MMR technique et actualiser les diagrammes papillon des phénomènes dangereux DISP-CL2-A et DISP-CL2-B. Ce deuxième projet de note attribue un niveau de confiance 2 pour la barrière technique workflow, alors que l'INERIS a spécifié dans son rapport d'évaluation daté du 11 janvier 2023 : *"Cette barrière [...] répond aux critères de performances d'une MMR et peut donc être valorisée en tant que telle dans l'étude de dangers avec un niveau de confiance de 1"*.

Enfin, il a été convenu avec l'exploitant que l'étude de dangers du site de Saint-Sulpice-la-Pointe serait mise à jour et transmise à l'inspection au plus tard le 30 avril 2026. Cette mise à jour permettra d'avoir une étude de dangers autoportante et opérationnelle, notamment en situation de crise (exercice ou réelle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1) **Sans délai**, l'exploitant précisera à l'inspection les actions correctives mises en œuvre pour bloquer le verrou informatique "disponibilité/maintenance" et interrompre l'opération de dépotage en cas de panne sur le système de niveaumétrie centrale permettant de connaître le volume disponible dans les cuves de la chimie minérale.

<p>2) Sous 8 jours, l'exploitant transmettra à l'inspection les notes techniques BRENNTAG permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de répondre aux constats non bloquants relevés par l'INERIS sur la barrière technique workflow, notamment les constats non bloquants n° 2 (maintenance) et 3 (échantillonnage) ; - de confirmer que la barrière technique workflow peut être valorisée en tant que MMR technique au regard des exigences réglementaires figurant à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ; - d'expliquer et de justifier le niveau de confiance 2 attribué par BRENNTAG sur la barrière technique workflow. <p>3) Avant le 30 avril 2026, l'exploitant mettra à jour et transmettra à l'inspection l'étude de dangers autoportante du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 jour